



**Rendre la France autonome** en approvisionnement de masques à usage unique. Telle a été la demande du Gouvernement et du président de la République française dès mars 2020. **Nous, industriels français**, nous sommes engagés à répondre à cet appel.

Grâce à la mobilisation rapide de chaque acteur de la filière française, aux aides nationales et régionales, ainsi qu'au soutien apporté par la DGE, nous avons réussi à :

- **mettre en place une filière de production complète 100 % française** ;
- **accroître la capacité de production française** de masques chirurgicaux et FFP2 passant ainsi de 3,5 millions de masques à 100 millions fabriqués chaque semaine ;
- **créer plus de 10 000 emplois** en France ;
- **créer une filière française de production de meltblown**.

Afin de pérenniser cette production française, nous avons constitué un syndicat regroupant les principaux acteurs de la filière industrielle : F2M (Fabricants Français de Masques).

Nos objectifs sont communs aux vôtres, à savoir :

- **défendre la fabrication française** et contribuer à la réindustrialisation de la France,
- **sécuriser l'approvisionnement** de produits sanitaires stratégiques,
- **réduire l'empreinte environnementale**,
- **garantir des prix stables** quel que soit le contexte sanitaire.

Face à la concurrence étrangère faussée, le risque d'un retour à la case départ est réel et le pronostic de survie des masques « Made in France » engagé. Garantir la protection de chaque citoyen, avec des masques de qualité, implique de pérenniser notre filière et nos savoir-faire.

**Que se passerait-il en cas de nouvelle menace de maladie infectieuse à risque épidémique sans une filière française forte ?**

**Nous, Syndicat des Fabricants Français de Masques, demandons que toutes les administrations, institutions et entreprises publiques achètent des masques français dès à présent.**

En mars 2020, le président de la République a clairement évoqué sa volonté « *que d'ici la fin de l'année nous ayons obtenu cette indépendance pleine et entière* ». Vous le savez : nous avons aujourd'hui, en France, les capacités de cette indépendance réclamée. Pourtant, si les États-Unis prônent le "buy american" et certains de nos voisins européens réussissent à privilégier l'achat national, nous continuons à favoriser l'achat de masques étrangers. Pourquoi ?

**Encourager la production et l'achat de masques français doit être une priorité.** Que ce soit d'un point de vue :

- **économique** : l'achat d'un masque 100 % français restitue 70 % de la valeur en France, contre 15 % pour un masque importé ;
- **écologique** : réduction de l'empreinte carbone ;
- **sécuritaire** : conditions de travail, hygiène, normes de sécurité, traçabilité...

Or, les importations demeurent massives et les appels d'offres favorisent majoritairement les produits d'importation grâce à des critères d'attribution quasi-uniquement basés sur le prix (non prise en compte de la qualité, de la proximité, de l'empreinte carbone ou sociale).

**Nous lançons une alerte forte. Il y a urgence à réagir !**

Privilégier la fabrication française est non seulement gratifiant mais surtout fructueux pour tous : citoyens, acheteurs publics comme privés, Gouvernement, industriels... Mais pour cela, il faut pouvoir perdurer sur le marché.

Comment y parvenir ?

- **En fiabilisant les sources** d’approvisionnement ;
- **En recentrant les critères de sélection des appels d’offres** sur la qualité, la sécurité d’approvisionnement et l’aspect environnemental plutôt que sur l’unique critère de prix ;
- **En renforçant les contrôles** des masques importés et en responsabilisant les importateurs ;
- **En maintenant la TVA à 5,5 %** sur les masques de protection au-delà du 31 décembre 2021 ;
- **En redonnant de la valeur** au made in France ;
- **En ayant confiance** en nos capacités de production.

### Le syndicat des **Fabricants Français** de Masques

« Il nous faut aussi produire davantage en France, sur notre sol. Produire parce que cette crise nous enseigne que sur certains biens, certains produits, certains matériaux, le caractère stratégique impose d’avoir une souveraineté européenne. Produire plus sur le sol national pour réduire notre dépendance et donc nous équiper dans la durée. »

Emmanuel Macron, président de la République française, le 31 mars 2020.

